

CETTE VIOLENCE
QUI NOUS TIENT

La collection *Monde en cours*
est dirigée par Jean Viard

Cosmopolitiques

À paraître

N°3: Républiques et démocraties (mars 2003)

N°4: Égalités et singularités (juin 2003)

N°5: Et si la nouvelle économie était solidaire? (octobre 2003)

Pour s'abonner à *Cosmopolitiques*

4 numéros par an: 60 euros

Par chèque à l'ordre de *Cosmopolitiques/GEM-R*

50, rue du Faubourg-du-Temple – 75011 Paris

Logo de couverture: Jacques Caux

Couverture: atelier graphique des éditions de l'Aube

Conception graphique et réalisation: Muriel Lefebvre

© *Cosmopolitiques* & éditions de l'Aube, 2002

ISBN: 2-87678-763-6

Cosmopolitiques

Cahiers théoriques pour l'écologie politique

2

Cette violence qui nous tient

coordonné par Éric Macé

éditions de l'aube/Cosmopolitiques

Sommaire

Directeur de la publication
Jean Viard

Rédacteur en chef
Dominique Boullier

Comité de rédaction
Brigitte Besse, Jean-François Collin, Aurélie Filippetti, Emmanuel Giannesini, Éric Macé,

Comité d'orientation
Frédéric Audren, Alain Caillé, Michel Callon, Gérard Chouquer, François Dubet, Nilüfer Göle, Bruno Latour, Jacques Lolive, Jean Mouchon, Yann Moulier-Boutang, François Ost, Jean-Pierre Raffin, Daniel Sibony, Isabelle Stengers, F.O. Wolf

Cosmopolitiques est une revue de l'association des amis de Cosmopolitiques,
Association loi 1901 (J.O. du 5 janvier 2002)
50, rue du Faubourg-du-Temple
75011 Paris

Éric Macé
Dé-naturaliser/re-politiser la violence 7

Michel Wieviorka
Le conflit contre la violence 12

François Dubet
Violences à l'école et violence scolaire 25

Daniel Sibony
Peur de la violence et violence de la peur 40

Nacira Guénif-Souilamas
L'enfermement viriliste: des garçons arabes plus vrais que nature 47

Jean-Yves Gérard
Le savoir-faire la paix des correspondants de nuit 60

Vinciane Despret et Jocelyne Porcher
"Anim. d'élev. ch. porte parole et plus si aff."
Les animaux d'élevage sont en voie de disparition 74

Bruno Rebelle
L'interposition non-violente de Greenpeace 91

Jacques Sémelin
La force de l'action non-violente 107

Dominique Boullier
Passions politiques 116

François Bégaudeau
Faut-il battre les films violents? 133

François-David Sebbah
Note de lecture sur Jean-Pierre Dupuy
« Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain » 141

Les auteurs

Éric Macé

Sociologue. Maître de conférences à l'Université de Paris-III.

Michel Wieviorka

Sociologue, directeur d'études à l'EHESS où il dirige le CADIS (Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques).

François Dubet

Sociologue à l'Université Bordeaux 2 et à l'EHESS.

Daniel Sibony

Psychanalyste. Professeur de mathématiques à l'Université de Paris-VIII.

Nacira Guénif

Sociologue, enseignante à l'Université de Paris-XIII.
Chercheuse au CADIS et au GRESA.

Jean-Yves Gérard

Directeur de la régie Optima.

Vinciane Despret

Philosophe et sociologue, Université de Liège.

Jocelyne Porcher

Docteur en Zootechnie, INA-PG.

Bruno Rebelle

Directeur de Greenpeace France.

Jacques Sémelin

Sociologue au CNRS, spécialiste des questions de violence extrême et d'actions non-violentes.

Dominique Boullier

Anthropologue, professeur à l'Université technologique de Compiègne.

François Begaudeau

Professeur de lettres

François-David Sebbah

Professeur de philosophie, enseignant à l'Université de Technologie de Compiègne.

Éric Macé

Dé-naturaliser/ re-politiser la violence

Présentation du numéro

La question de la violence est au centre des préoccupations de l'écologie politique. Tout d'abord en raison du lien évident entre violence et nature. C'est bien souvent face à la brutalité des logiques économiques, industrielles et technocratiques et de leurs effets destructeurs sur les personnes et l'environnement que se forment des vocations militantes, des révoltes civiques, des indignations morales : combien d'accidents pétroliers, chimiques, climatiques, industriels révèlent à chaque fois la violence impersonnelle de ces logiques routinisées « d'externalisation » des risques sur autrui ? Le propos de l'écologie est alors de montrer en quoi nous vivons dans un monde sans plus « d'extérieur » à exploiter ou à détruire impunément, c'est-à-dire dans un monde totalement intriqué qui rend solidaires tous les membres de ce monde commun, qu'ils le veuillent ou non. À partir de là, l'écologie devient politique : il ne s'agit plus de protéger la « nature » de l'activité des hommes (au nom de raisons naturaliste et scientiste tout aussi brutale et technocratique), mais de redéfinir démocratiquement les termes de cette *solidarité de fait* afin que les risques et les incertitudes soient mieux définis et mieux partagés. Autrement dit, l'écologie politique n'oppose pas un monde (celui de la « nature ») à un autre (celui du profit et des techniques), elle oppose une pensée des relations à une pensée de la séparation. C'est pourquoi, au delà des questions de violences faites à la « nature » (c'est-à-dire à l'environnement), l'écologie politique se préoccupe de la violence des opérations de *naturalisation* des conduites, des catégories et des situations. En traçant des frontières entre le normal et le pathologique, le barbare et le civilisé, la raison et l'émotion, les intérêts et les valeurs, cette naturalisation extrait les

êtres et les conduites du système de relations qui les a coproduits, les extrait du monde de la politique, des conflits, des médiations et des compromis. C'est en ce sens que les articles de ce numéro proposent d'inscrire la question de la violence : penser la violence non comme une « nature » mais comme le produit d'une relation; non comme un « choc des cultures » mais comme le produit d'une acculturation réciproque; non comme une pathologie déviante mais comme l'effet d'un pouvoir. On voit bien par là que penser la violence en termes d'écologie politique, c'est avant tout la *dé-naturaliser* et la *re-politiser*. Autrement dit, *la naturalisation de la violence est une violence politique* qu'il s'agit de combattre intellectuellement et politiquement.

Repolitiser la violence, c'est la penser au sein d'une relation, la concevoir comme le produit d'un système de relations. De ce point de vue, comme le souligne Michel Wieviorka (*Le conflit contre la violence*), la notion de conflit doit subordonner celle de violence. La violence apparaît en effet comme la destruction de la relation à autrui, voire comme la destruction d'autrui, tandis que le conflit s'inscrit à l'inverse au sein de la relation à autrui. La violence doit s'interpréter comme un défaut de conflictualisation des relations de pouvoir et de domination. La violence n'est ainsi ni un défaut de civilisation (lié à une « nature » ou une « culture »), ni le gage d'une émancipation totale (par la rupture révolutionnaire), mais le signe d'une faible capacité d'action démocratique tant de la part des acteurs violents que de ceux à qui cette violence s'adresse. On peut ainsi lire les « violences urbaines » des banlieues populaires à la fois comme le produit de la déprise du conflit central de la société industrielle et de la réduction du mouvement ouvrier à un syndicalisme de gestion, et comme le produit d'une incapacité du système politique français à conflictualiser les aspirations subjectives et sociales d'une jeunesse stigmatisée et reléguée.

Dénaturaliser la violence, c'est ainsi montrer, comme le font François Dubet (*Violences à l'école et violence scolaire*) et Nacira Guénif (*L'enfermement viriliste : des garçons arabes plus vrais que nature*), que la dénonciation comme « barbares » des jeunes issus des milieux populaires et de l'immigration ayant des conduites violentes (dont la « nature » serait toute entière liée à leur soi-disant « culture »), est une formidable opération d'inversion des causes et des conséquences. Illustration : faites entrer à l'école les enfants de tous les milieux socioculturels. Conservez les anciennes méthodes élitistes et compétitives de sélection et d'orientation. Tout le monde comprend que les jeux sont faits dès le collège.

Plaignez vous que beaucoup d'élèves se désintéressent alors des études, sabotent l'enseignement, se montrent agressifs. Dites que ce sont des barbares mal élevés qui ne respectent plus l'autorité des maîtres. Faites comme si la violence n'avait pas de rapport avec la peur (Daniel Sibony : *Peur de la violence et violence de la peur*), comme si l'autorité n'avait pas de rapport avec la légitimité, la justice ni la considération. Ou bien : acculturez les travailleurs immigrés maghrébins à la virilité sèche et distante (opposée aux effusions arabes) de l'ouvrier moderne enfin discipliné. Laissez l'acculturation se parachever à travers leurs enfants. Lorsque ces derniers sont sur-intégrés culturellement, multipliez les obstacles à leur intégration sociale. Après les avoir dépossédés de leurs filiations culturelles maghrébines, disqualifiez le modèle viriliste ouvriériste moderniste au nom d'une féminisation post-moderne du masculin. Stigmatisez alors le sexisme violent des jeunes descendants d'immigrés et attribuez le à la « nature » de leurs « traditions ethniques ».

Mais dans de telles situations de domination, d'identification des dominés aux rôles détestables et stigmatisés qu'on leur fait jouer (victimes, cancre, caïds, violeurs), comment penser la conflictualisation de la violence ? Sans doute en s'attachant à ce qui fait le cœur de la violence : le déni de l'autre comme autrui méritant reconnaissance (Daniel Sibony). Cette reconstitution politique d'autrui peut se faire à un niveau infra-conflictuel : c'est toute la signification du dispositif de médiation animé et présenté par Jean-Yves Gérard (*Le savoir faire la paix des correspondants de nuit*). Il ne s'agit pas ici, comme dans la plupart des dispositifs dits de « médiation », de déléguer à des sous-traitants la tâche de « conformation » d'individus récalcitrants aux normes des organisations, mais bien de reconstituer le souci de soi et le souci d'autrui, de créer la possibilité d'une dés-identification aux rôles de victimes ou d'agresseurs. Le préalable à la conflictualisation démocratique de la violence est ainsi bien souvent la création même de la capacité d'action : par la réappropriation d'une filiation dépossédée (Nacira Guénif), par les réformes structurelles d'organisations qui doivent passer d'une coproduction de la violence qui les minent à la production d'acteurs coopérants (François Dubet).

Repolitiser la violence, c'est aussi montrer qu'elle existe en dépit de la naturalisation des catégories, des routines, des processus par lesquels s'exercent le pouvoir et les intérêts. Tandis que la naturalisation des conduites violentes tend à leur spectaculaire disqualification, la naturalisation de la violence des catégories du pouvoir et des intérêts tend à

leur discrète invisibilisation. Autant dire que le repolitisation de la violence invisibilisée du pouvoir est d'abord une révélation, une démonstration, une mise en évidence de cette violence. Cette repolitisation peut se faire par la mise en évidence discrète (faute de porte-parole), dans le champ académique et par des spécialistes, de formes « invisibles » de violence : ce sont Vinciane Despret et Jocelyne Porcher (*“Anim. d'élev. ch. porte parole et plus si aff.” Les animaux d'élevage sont en voie de disparition*) qui attirent notre attention sur la violence que constitue la rupture de la relation entre l'éleveur et ses bêtes avec la généralisation de l'élevage industriel intensif (faisant ainsi écho aux préoccupations de R. Larrère quant à l'artificialisation de l'agriculture industrialisée après des millénaires de « pilotage » cf. *Cosmopolitiques* n° 1). Il ne s'agit pas seulement de défendre le bien-être de l'animal, mais plus largement de défendre des formes d'engagement et de réciprocité entre les humains et les animaux qui permettent de ne pas perdre tout contrôle moral et politique sur l'agriculture.

Cette repolitisation peut aussi prendre des formes plus spectaculaires, mais cette fois au cœur de l'espace et de l'opinion publiques, par l'action conflictuelle organisée de militants : c'est la tactique « d'interposition non-violente de Greenpeace » expliquée par son responsable français Bruno Rebelle. Elle consiste à montrer non seulement la brutalité des pollueurs, mais aussi l'insulte démocratique que sont leurs mensonges et l'indifférence des acteurs politiques et des gouvernements. Par l'action de Greenpeace, ces derniers se voient alors conduits, au nom de l'ordre public, à défendre les pollueurs et à sanctionner ceux qui les dénoncent pacifiquement. Mais le changement de définition du problème a été fait, les catégories de perception des acteurs ont été modifiées : le conflit peut alors passer du terrain au champ politique.

Jacques Sémelin (*La force de l'action non-violente*) va dans ce sens en levant les malentendus à propos de l'action non-violente : la non-violence est certes le refus de la violence, mais elle est surtout un principe d'action ayant pour objectif la transformation de la violence en conflit, en négociation et en redéfinition du compromis qu'est le droit ou la règle. Et non de façon passive, mais par la mise en action d'une force qui se limite de façon à ne pas être violente, à ne pas être « abusive » ni menaçant de détruire la relation à autrui. Si les méthodes d'interposition non-violente de Greenpeace ont fait leurs preuves sur des problèmes collectifs à faibles implications personnelles (les baleines, le trou d'ozone), la question reste posée pour les formes d'actions non-violentes permettant de conflictualiser les violences sociales, économiques, institutionnelles ou liées aux modes de vie de tous (l'abus de la voiture). Il y aurait là sans doute la nécessité de redécouvrir des

formes d'intervention originales et créatives qui ont pu être développées dans les années 60 et 70.

Cette « montée en conflictualité » vers le politique n'est cependant pas une garantie d'efficacité de l'action. Dominique Boullier (*Passions politiques*) insiste sur ce fait : on retrouve en politique comme partout les mêmes mécanismes de disqualification par naturalisation, c'est-à-dire par séparation. Ainsi les passions : la politique devrait être du côté de la raison, elle devrait s'épargner les emportements – et c'est pourquoi elle a très longtemps été une affaire d'hommes civilisés, détachés des emprises qu'a la nature sur « le peuple inculte » et « les femmes instinctives ». Mais elle sont aussi paradoxalement au service, et sans vergogne, de tous les coups de force politiques. De nouveau, l'écologie politique serait ici une action de restitution des relations : non pas disqualifier les passions au nom de la raison (celle des intérêts, de la rationalité technocratique ou écologiste, de l'autorité, de l'objectivité cynique des « rapports de force »), mais les accepter au sein d'un « jeu politique » ayant pour tâche d'inscrire ces passions dans une conflictualisation démocratique. Non pas disqualifier les émotions et les passions qui saturent les votes lepenistes et « chasseurs », mais travailler à leur prise en compte et à leur repolitisation démocratique.